

ERIC LUCAS

Autiste à haut potentiel altruiste

Défenseur international des autistes - Expert en autismologie

Fondateur de AutisticAlliance.org, Autistan.org, et WNLDO.org

Rescapé de la psychiatrie française

Supplément administratif français depuis 1994

Demandeur d'asile au Brésil depuis 2017

ERICLUCAS.org



20170925_ELO_TNA-FR

-SupplémentInjusticesTitreSéjour-CauchemarVisa

---MAE_DdeJustifications

L.R.A.R.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères

A.B.S. Consulat Général de France à Rio de Janeiro

Avenida Presidente Antonio Carlos, 58

20020-010 RIO DE JANEIRO, RJ

français.rio-de-janeiro-fslt@diplomatie.gouv.fr

***Lettre Recommandée AR, aux bons soins du Consulat de France à Rio de Janeiro,
à bien vouloir transmettre à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères***

*(Motif : Les L.R. ont plus de chances de produire des réponses, mais je n'ai pas les moyens financiers pour
envoyer de nombreuses L.R., surtout en France - Merci)*

**Cauchemar visa 2002-2006 : nouvelle demande de justifications, d'explications, de prise en compte du
handicap, de réponses, d'humanité, de décence etc. (et - à défaut - de réparations).**

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères

Je viens encore de faire, pendant mon sommeil, un réel cauchemar apportant de nouvelles variations bureaucratiques aux péripéties du "cauchemar visa 2002-2006" vécu par moi-même et par mon ami-soutien-de-vie en tant qu'autiste, et je préfère éviter de relater ici les détails très pénibles et - comme toujours - surréalistes de ce nouvel épisode.

Pourquoi est-ce que je dois, encore maintenant, parfois pleurer au réveil, ou en m'endormant, ou même la journée, quand cette histoire revient me hanter ?

J'aimerais pouvoir Vous rappeler que Vos services ont brisé notre vie, et que, faute de justifications, ce "cauchemar visa" demeure pour nous très injuste.

Etant donné que la France n'est pas un pays qui est censé faire souffrir les gens, surtout de manière si injuste, indigne et inhumaine, il y a forcément une erreur quelque part, et il m'est très difficile de devoir vivre en portant le poids et les stigmates de cette profonde blessure, jamais refermée.

Vos services ont très hautainement et "souverainement" ignoré et méprisé toutes mes lettres de détresse et de désespoir, et semblent avoir préféré ne se focaliser que sur le côté "agaçant" de celles-ci, qui aurait sans doute été nettement amoindri si j'avais pu bénéficier d'une assistance spécialisée ou si mon handicap social avait été pris en compte.

Alors que, après plus de 30 ans de vaines recherches, j'avais enfin réussi à trouver un autre être humain avec qui je pouvais avoir une vraie relation humaine, ce qui est extrêmement difficile pour un autiste, Vos services se sont complu à nous pourrir l'existence, de manière cinglante et particulièrement "détruisante".

Sans parler des "détails" très douloureux pour un autiste, comme l'incohérence de refuser un visa touristique qui avait été donné l'année précédente, la terrible déception et le bouleversement des projets, et tout le reste.

(Les autistes sont très sensibles aux incohérences, injustices, modifications arbitraires du peu de plans qu'ils arrivent à échafauder dans le peu d'espace de liberté qu'ils peuvent trouver).

Quinze ans après, cette histoire de "titre de séjour" n'est toujours pas finie, et mon ami est devenu "à moitié fou", peu à peu. Ce qui est toujours mieux que le suicide, que nous tutoyons lui et moi, de temps à autre, à cause du zèle aveugle et borné de l'Etat français.

Quant à moi, je me suis exilé de Votre pays, ce qui me permet d'oublier un peu toute cette Sous-France.

Je suis hélas très habitué au Mutisme Administratif, mais je n'arrive toujours pas à l'accepter : aussi, malgré le peu de chances d'obtenir enfin une réponse, je n'ai pas de meilleure idée que de Vous écrire encore une fois, en demandant des tentatives de justifications, des explications, des excuses, (ou – à défaut - des réparations), ou au moins une réponse qui ne soit pas une nouvelle blessure, un nouvel affront (du genre de toutes ces formules injustes et arbitraires comme "malgré un examen attentif, il n'a pas été possible de" - sans aucune explication).

Ici au Brésil, quand l'Administration refuse quelque chose, elle donne des explications détaillées, immédiatement et par écrit, ce qui permet de savoir ce qu'il faut corriger.

Tout le contraire de la France, où l'on est "baladé" dans les limbes, le flou et l'arbitraire, souvent à vie.

Pour moi, quand on ne peut pas donner d'explications, cela signifie qu'il n'y a pas de justifications, donc que les décisions administratives ne sont pas justes ou qu'on ne peut en être sûr, et donc qu'on est dans l'arbitraire, le "bon plaisir". Régalien, souverain. C'est la France.

En 2001, quand j'ai proposé à mon ami de venir en France, j'étais naïf, et – malgré ma séquestration médico-administrative abjecte de 1994-1995 prodiguée par les "soins" ahuris de l'Etat - je croyais encore assez en la France et en ses institutions, comme la plupart des habitants de cette planète.

Depuis, au vu de tous ces incroyables sévices dont Votre Etat nous a accablés, j'ai compris que Votre système est fait uniquement "par des gens normaux pour des gens normaux", et que les efforts de l'Etat français pour faire croire qu'il aide ou respecte les minorités, les handicapés, les opprimés, en allant voler à leur secours aux quatre coins du monde, sont simplement proportionnels à son arrogance, à son incapacité fondamentale en matière de solidarité, d'humanité, d'altruisme, d'empathie, et, finalement, à sa volonté de cacher tout cela.

Et c'est maintenant moi qui suis un émigré, et même un demandeur d'asile, ayant fini par fuir votre terre d'exclusion et de cynisme, pour tenter de vivre enfin pour de vrai, dans la deuxième moitié de vie qui me reste. Chose parfaitement possible – et très soulageante – dès qu'on s'échappe du cauchemar, de l'illusion, de la tromperie étatiques dont l'Etat français cultive le secret.

Je passe sur tous les autres points qui rendraient cette lettre "encore trop longue", et j'aimerais conclure ce monologue en tentant de Vous demander en quoi est-ce que Vos services ont tenu compte de mon handicap dans toute cette affaire, et notamment de l'article L.246-1 du CASF, qui dit - en substance - que les autistes ont droit à des aménagements raisonnables tenant compte de leurs besoins et de leurs difficultés.

Le bonheur de mon ami, la justice et l'humanité sont parmi mes plus grands besoins à titre personnel. J'ai évidemment des besoins nettement plus importants, concernant la sauvegarde de la Vie naturelle en général, mais je ne crois pas utile d'en faire part à Votre Ministère, vu le peu d'intérêt de celui-ci pour de telles considérations. (Je parle de choses réelles, sérieuses et utiles, pas de "poudre aux yeux".)

J'ai donné de nombreux exemples du fait que je suis un autiste qui parvient, tout seul, à trouver des solutions et à surmonter les difficultés particulières dont écopent les autistes.

J'ai même montré que je peux aider les autres autistes dans le monde à parvenir à une vie meilleure et plus juste. Notamment en expliquant l'autisme.

Mais, mentalement torturé, écrasé, martyrisé par Votre Etat, comment trouver la sérénité nécessaire pour développer des entreprises aussi difficiles et délicates ?

Ma plus grande difficulté, c'est l'Etat français, cet Etat qui dit aider les faibles, ce que je ne peux percevoir autrement que comme une tromperie écoeurante – dont le caractère révoltant me perturbe énormément.

En outre, je ne comprends pas pourquoi presque personne ne fait le moindre effort d'humanité et de décence à la réception de toutes mes bouteilles à la mer, sans même anticiper une possible demande "de comptes" à l'Etat français et à son Administration (avec donc une recherche des personnes responsables ou complices de tout ce mépris, cette incurie, cette indignité), notamment au vu de tous les efforts que j'entreprends pour défendre les autistes au niveau global.

J'aimerais pouvoir imaginer que, dans tout ce grand théâtre cynique, l'impunité de l'Etat français et de ses fonctionnaires ne serait peut-être pas totale.

Qu'il existerait une petite flamme de bon sens et d'humanité, de compassion, quelque part dans toute cette grande machinerie se riant des "pas normaux".

En regrettant les maladroites, en demandant pardon pour ce qui aura offensé, je Vous prie de nous délivrer du mal et de croire, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, à l'assurance de ma "parfaite considération".

Eric LUCAS

(signature)